

Regard critique sur la relation entre libéralisation, croissance et pauvreté

Prof. Frédéric Lapeyre
Institut d'Etudes du Développement
Université Catholique de Louvain

Introduction

On assiste depuis quelques années à un vaste mouvement d'indignation d'une part grandissante de la population qui, relayée par les organisations de la société civile, condamnent avec une voix de plus en plus forte – de Seattle à Genova – le caractère injuste de la mondialisation. Cette dernière est accusée d'exclure les plus pauvres des fruits de la croissance qu'elle engendre ou, en tout cas, de les faire profiter proportionnellement moins de ceux-ci (suivant la radicalité du discours). L'ampleur et la persistance de la pauvreté dans le monde conduit à l'effritement de « l'utopie globalitaire » et tend à renforcer une vision pessimiste au sujet de la capacité de la mondialisation et de la croissance économique à réduire la pauvreté.¹ Ce doute qui se répand progressivement dans les débats sur le développement tend à remettre en question la doctrine dominante de l'intégration qui tire justement sa légitimité de son potentiel de croissance et des retombées positives de celle-ci sur les populations.

Ainsi après une longue période de désintérêt dans les années 1980 au sujet de la relation entre croissance et pauvreté, on a assisté dans les années 1990 à une multiplication des travaux portant sur la question de savoir si les pauvres bénéficiaient ou pas des fruits de la croissance et dans quelle proportion en comparaison aux autres groupes de la société.

Nous nous concentrerons ici sur la contre-offensive intellectuelle récente visant à renforcer le dispositif de justification du projet néo-libéral d'intégration à partir de la démonstration de deux relations positives entre d'une part, croissance et pauvreté et d'autre part, libéralisation et croissance. Ces travaux tendent alors à mettre en avant l'existence d'un enchaînement vertueux libéralisation, croissance et réduction de la pauvreté qui justifierait le versant prescriptif du discours dominant, et notamment la place centrale des politiques de libéralisation dans les politiques d'ajustement structurel. Dans ce cadre, le glissement des politiques de développement vers des politiques de lutte contre la pauvreté permet d'écarter toute réflexion liée à la question de la redistribution et de réaffirmer le caractère central de l'objectif de croissance. La priorité c'est désormais qu'il y ait moins de pauvre or il ne peut exister d'objectif plus consensuel que celui là. Si dans le même temps les inégalités baissent alors c'est encore mieux car cela accélère le processus de réduction de la pauvreté mais ce n'est pas nécessaire et il faut éviter toute politique volontariste dans ce domaine qui pourrait mettre en péril les conditions de la croissance.²

L'enjeu fondamental de la déconstruction de ces travaux est de problématiser la place de la croissance dans les politiques de développement. Si les fruits de la

¹ Peemans, J.Ph., 1996, « L'utopie globalitaire », *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, no.5.

² The Economist, 2001, « Does Inequality Matter ? », June 16th, p.11.

croissance sont répartis équitablement et que celle-ci bénéficie aux pauvres alors on peut justifier une politique centrée sur la promotion de la croissance. Si par contre, les pauvres sont exclus des effets bénéfiques de la croissance ou en profitent proportionnellement moins, alors il faut réincorporer l'objectif de croissance dans une stratégie intégrée de développement dans laquelle la croissance est un élément important mais au même titre que la création d'emplois productifs, la distribution plus équitable du revenu et la satisfaction des besoins essentiels matériels et immatériels.

1. La croissance au cœur de la doctrine dominante du développement

Il est important de souligner le passage, à la fin des années 1980, du discours sur l'ajustement structurel (discours technico-économique sur la nécessité d'un retour à la rationalité économique des lois du marché) à un discours globalitaire sur la mondialisation basé sur l'idée que la convergence vers les normes de l'économie mondialisée permettrait une croissance durable et l'amélioration généralisée du bien être (discours largement relayé par une large partie des nouvelles élites dirigeantes au Sud).³

Après plus d'une décennie de désaffection, la problématique de la modernisation et de la convergence va donc renaître de ses cendres à la fin des années 80 sous l'effet conjugué de la contre-révolution néo-libérale, des restructurations sociales aussi bien au nord qu'au sud, de la vague mondiale de démocratisation et de l'effondrement des pays communistes. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser le très médiatique succès de la thèse de Fukuyama sur la fin de l'histoire et sa téléologie triomphante de la suprématie des systèmes démocratique de marché.⁴

Le projet dont le discours dominant sur la mondialisation est le vecteur, est un projet totalitaire qui nie la pluralité des possibles. Il n'y a plus qu'une voie possible vers la croissance et la réduction de la pauvreté, c'est celle de l'intégration dans l'économie mondialisée. Il existe dès lors deux niveaux de responsabilité dans le cadre de l'économie mondialisée : celui relatif à la responsabilité de chaque pays de s'adapter aux normes de la mondialisation et celui du nouvel ordre mondial de garantir les bonnes conditions de l'accumulation à l'échelle mondiale à travers un droit d'intervention ou de sanction destiné à faire revenir à la raison ceux qui perturberaient l'ordre mondial sur lequel repose la dynamique de la mondialisation.

Dans la pensée dominante, les perspectives de croissance à travers l'intégration dans l'économie mondialisée sont ouvertes à tous à condition de répondre aux exigences de l'accumulation sous sa forme mondialisée. Seuls les pays qui, premièrement, feront en sorte de créer un environnement favorable à la venue des firmes transnationales et, deuxièmement, seront capables de s'inscrire dans la nouvelle division du travail au sein de l'économie mondialisée, pourront faire progresser leur économie; « les autres pays devront revoir leurs politiques et stratégies afin de comprendre où et comment ils peuvent établir un lien avec le système de production internationale qui émerge ».⁵

³ Lapeyre, F., 2001, "De la légitimité du discours néo-libéral sur la mondialisation face à la réalité des processus de fragmentation sociale", in J. Delcourt et P. de Woot, eds., *Les défis de la globalisation: Babel ou Pentecôte?*, Presses Universitaires de Louvain.

⁴ Fukuyama, F., 1992, *The end of history and the last man*, (New York: Free Press).

⁵ Camdessus, M., 1996, « Les leçons économiques de 1995 », in *Le Monde*, 18 janvier

La croissance n'est dès lors plus problématique si tout est fait pour intégrer l'économie mondialisée et si toutes les ressources viennent se concentrer dans ces noyaux d'activités performants. Les opportunités de développement, qui sont offertes à tous, sont dépendantes du succès de l'ouverture de l'espace national et de la convergence vers les normes de l'internationalisation.

Le discours néo-libéral sur la mondialisation est un discours d'adaptation à la mondialisation reposant sur les objectifs de flexibilité et de compétitivité par rapport aux normes de l'économie mondialisée. Les politiques économiques menées par les Etats nations sont dominées par cette contrainte d'adaptation. La crise du politique est liée à cette idée de contraintes d'ajustement et d'adaptation qui ne pourraient pas être remises en cause mais seulement gérées par les élites techno-économiques.⁶

2. Brève historique de la relation entre croissance et pauvreté

Si le débat sur le développement à la sortie de la seconde guerre mondiale était marqué par le souci de créer un monde meilleur libéré du drame humain des guerres et de la pauvreté, il n'y avait cependant pas de réflexion proprement dite sur la pauvreté. Ce paradoxe apparent était du au fait que la relation entre croissance et pauvreté dans les années 1950 et 1960 était dominait par :

- d'une part, l'hypothèse de « trickle down » selon laquelle les retombées positives de la croissance assureront automatiquement l'amélioration des conditions de vie des populations. Dans cette perspective, la priorité c'est le développement économique à partir d'une politique d'industrialisation car c'est dans ce secteur que l'accumulation du capital est le plus rapide et donc les effets de « trickle down » les plus forts.⁷
- d'autre part, l'hypothèse de Kuznets selon laquelle les inégalités tendent à augmenter dans les premières phases du développement du fait des changements dans la structure économique puis ces inégalités tendent à baisser par la suite.⁸

Aussi bien l'hypothèse de « trickle down » que celle de Kuznets expliquent le fort déterminisme dans la perception de la relation entre croissance et pauvreté et en conséquence la faible problématisation de cette relation chez les pionniers du développement. Ils considéraient très majoritairement qu'il y avait une relation systémique et positive entre croissance économique et revenu des pauvres mais que compte tenu de la courbe en U inversé de Kuznets, la part des pauvres dans la distribution des fruits de la croissance tendait à baisser lors des premières phases de développement puis augmentait dans le long terme. La bonne politique était donc celle visant à accélérer la croissance économique à travers une politique volontariste d'industrialisation qui permettrait de passer plus rapidement les différentes étapes du développement.

⁶ Bourdieu, P., 1995, «Je suis ici pour dire notre soutien... », *Libération*, Jeudi 14 décembre.

⁷ Rostow, W., 1956, "The take-off into self-sustained growth", *Economic Journal*, vol.66, no.261; Lewis, A., 1955, *The theory of economic growth* (London: Allen and Unwin).

⁸ Kuznets, S., 1955, "Economic growth and income inequality », *American Economic Review*, vol.45, no.1

Dans les années 70, la perception par toute une catégorie de spécialistes du développement que la croissance avait été inégale et sans effets du point de vue de l'amélioration du sort des plus démunis, s'est traduite par le développement d'un nouveau courant de pensée autour de l'idée d'un **“autre développement”**.⁹ En réaction à la vision économiciste, basée sur la recherche de la croissance à tout prix, ces chercheurs vont mettre en avant le concept de maldéveloppement. Celui-ci était défini comme la résultante de la croissance par inégalité qu'avait privilégiée la plupart des pays du tiers monde en adoptant une voie de développement mimétique par rapport à celle des pays maintenant développés. La croissance rapide avait conduit à l'émergence d'enclaves de production modernes bénéficiant à une élite au style de vie et de consommation occidentalisé, et à la marginalisation du reste de la population. Il s'ensuivit une croissance perverse basée sur la production de produits de luxe pour le marché intérieur, alors même que la majorité de la population n'avait pas accès aux biens essentiels dont le secteur était sous-développé faute de demande solvable.

Ce constat va être à l'origine de la multiplication des travaux afin de définir de nouvelles stratégies de développement visant à améliorer les conditions de vie et de travail des populations et, en premier lieu, des plus pauvres. Dans le cadre du Programme Mondial pour l'Emploi mis en place au BIT, de nombreuses recherches ont été menées à partir de missions de terrain afin de définir des stratégies orientées vers l'emploi dans lesquelles l'emploi ne serait pas une variable dépendante des choix de politiques de développement mais serait au contraire au cœur même du processus de formulation des politiques. C'est à partir de ces travaux et, en particulier, de la mission au Kenya menée par H. Singer, R. Jolly et D. Ghai que seront développés au sein des organisations internationales des stratégies centrés sur la « redistribution avec croissance » et les « besoins essentiels ». Robert Mac Namara nouvellement arrivé à la tête de la Banque mondiale va pousser son organisation au début des années 1970 à l'adoption de ces nouvelles approches du développement.

Dans les années 1970, les critiques radicales de la théorie de la croissance ont aussi défendu l'idée d'un découplage plus grand entre sphère d'accumulation et sphère de développement car le développement apparaissait avoir pour eux, non pas pour objectif l'accumulation du capital, mais bien la satisfaction des besoins élémentaires de l'homme - qu'ils soient matériels ou immatériels. Le concept de développement s'est enrichi considérablement durant cette période car, outre les besoins fondamentaux, il a intégré la dimension écologique comme dans le cas de l'éco-développement qui constituait une synthèse de ces approches alternatives.¹⁰

Au début des années 1980 avec la crise de l'endettement au Sud et la contre-révolution néo-libérale au Nord, la dimension sociale et la réflexion critique sur la croissance ont de nouveau quasi disparu de la formulation des politiques de développement. Les programmes d'ajustement structurel étaient dominés par les objectifs de rééquilibres macro-économiques et de transformations micro-économiques afin de créer un environnement favorable aux forces de marché dorénavant vu comme les moteurs de la croissance et d'une voie « rationnelle » de développement.

⁹ Dag Hammarskjöld Fondation, 1975, *What now ? Another development*, *Development Dialogue*, no.1/2.

¹⁰ Sachs, I., 1980, *Stratégies de l'écodéveloppement*, (Paris: Les éditions ouvrières).

Toutefois, vers la fin des années 1980, il est devenu de plus en plus évident que les programmes d'ajustement structurel avaient un coût social très important du fait du déclin des revenus du travail, des politiques récessionnistes, de la contraction du secteur formel et de la réduction des dépenses publiques en matière sociale. L'UNICEF a été la première à replacer les problèmes sociaux au centre du débat sur la formulation des programmes d'ajustement structurel. L'UNICEF était préoccupée par les coupes budgétaires dans les secteurs de la santé et l'éducation ainsi que par la dégradation de la situation des femmes et des enfants, en particuliers ceux des groupes les plus vulnérables¹¹. Ce constat a abouti à la publication en 1987 du livre intitulé "L'ajustement à visage humain" qui constitue sûrement l'élément fondateur du nouveau consensus sur la lutte contre la pauvreté¹². Les auteurs de ce livre ont notamment étudié comment les politiques d'ajustement affectaient les groupes vulnérables et les mesures spécifiques qui pourraient être adoptées pour réduire les coûts sociaux à court terme.

A la suite de ce livre qui a eu un impact très important lors de sa parution, on a assisté à la diffusion des questions de lutte contre la pauvreté dans les autres institutions internationales de développement¹³. Le PNUD a publié en 1990 son premier rapport sur le développement humain tandis que la Banque Mondiale consacrait son rapport annuel sur le développement dans le monde à la question de la pauvreté¹⁴. Le discours dominant s'est alors articulé dans les années 1990 autour d'un nouveau consensus sur la lutte contre la pauvreté et le développement humain à la suite du constat des conséquences sociales des politiques d'ajustement structurel dans les années 1980¹⁵.

Le discours, hégémonique actuellement, sur l'intégration dans l'économie mondiale et la lutte contre la pauvreté a trouvé sa consécration lors du Sommet Mondial sur le Développement Social qui s'est tenu en 1995 à Copenhague sous l'égide de l'Organisation des Nations-Unies. La finalité de ce sommet, qui s'articulait autour de trois grands thèmes - pauvreté, intégration sociale et création d'emplois productifs - était de reconnaître l'importance universelle du développement social et de l'amélioration de la condition humaine et de marquer la volonté politique des chefs d'Etats et de gouvernements d'œuvrer d'urgence à la réalisation de ces objectifs.

Pour la première fois, on trouvait dans la déclaration et le programme d'action de Copenhague, l'objectif de renforcement du tissu social au côté des objectifs traditionnels de lutte contre la pauvreté et de création d'emplois productifs.

¹¹ Jolly, R., 1991, "Adjustment with a human face: A UNICEF record and perspective on the 1980s", *World Development*, vol.19, no.12.

¹² Cornia, G., R. Jolly and F.G. Stewart, 1987, *Adjustment with a human face*, (Oxford: Oxford University Press).

¹³ Colclough, C., 1993, "Human development: Towards a more integrated framework for planning in the 1990s", *IDS Discussion Paper*, no.323, p.7.

¹⁴ UNDP, 1990, *Human Development Report*, (New York: UNDP); World Bank, 1990, *World Development Report*, (Washington: World Bank).

¹⁵ Lipton, M. and S. Maxwell, 1992, "The new poverty agenda: An overview", *IDS Discussion Papers*, no.306, p.1.

Le programme d'action pour le développement social adopté lors du Sommet de Copenhague est multidimensionnel et intègre à la fois:

- Des stratégies intégrées de lutte contre la pauvreté visant l'accès aux ressources productives et infrastructures, l'accès aux services sociaux de base et la satisfaction des besoins fondamentaux, l'amélioration de la protection sociale et la promotion de la croissance économique;
- La croissance de l'emploi productif et la réduction du chômage - en tenant compte des besoins spécifiques des groupes désavantagés - à travers notamment des politiques en matière d'éducation, de formation et d'emploi;
- L'intégration sociale afin d'instaurer "une société pour tous ou chaque individu, avec ses droits et ses responsabilités, a un rôle actif à jouer"¹⁶. Les objectifs visés ici sont le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la diversité culturelle et religieuse, la justice sociale et l'Etat de droit.

Ce sommet a été l'occasion de dresser un bilan de l'aggravation de la pauvreté, du chômage, de la désintégration sociale et des dégâts causés à l'environnement. Toutefois, le constat de la nécessité de s'attaquer sans tarder aux problèmes sociaux les plus graves - provenant, pour nombreux d'entre eux, de la transformation rapide et brutale de l'économie mondiale - n'a pas abouti à remettre fondamentalement en question le projet néo-libéral dont pourtant résulte la plupart des politiques économiques. La nouvelle vision du développement reste déterminée par l'acceptation explicite que l'intégration dans l'économie mondialisée et la convergence vers les normes de celle-ci sont des éléments incontournables de tout développement. Le nouvel agenda défini lors de ce sommet ne rompt pas avec la « théorie superficielle de la mondialisation »¹⁷ qui domine le débat actuel. Celle-ci ne retient que les aspects positifs de ce processus qui devrait ouvrir de nouvelles possibilités pour une croissance économique soutenue et ainsi pour une amélioration du bien-être des populations.

Durant les années 1990, la représentation néo-libérale de la mondialisation s'est affirmée comme la grille de lecture hégémonique des restructurations en cours à l'échelle mondiale et de leurs enjeux. Ces restructurations des conditions de l'accumulation ont été facilitées par le discours dominant qui est marqué par sa très forte fonctionnalité par rapport aux nouvelles exigences du système capitaliste. Or la légitimité de ce discours sur la mondialisation et de son versant prescriptif - programmes d'ajustement structurel visant à remplir les conditions d'une intégration avantageuse dans l'économie mondialisée - repose sur le dynamisme de l'économie capitaliste mondialisée. Il est à ce sujet très intéressant de montrer le décalage spectaculaire qui existe entre la vision du monde diffusée par les élites favorables au projet néo-libéral de mondialisation et la réalité des phénomènes sociaux régressifs à l'échelle mondiale:

- d'un côté nous avons le discours dominant basé sur les idées de convergence, de croissance et d'amélioration des conditions de vie de la population à travers la mondialisation: « Sous réserve que des orientations politiques efficaces soient adoptées, il existe actuellement un fort potentiel qui permet d'espérer, pour les décennies à venir, des gains significatifs pour la population active de plus en plus

¹⁶ Nations Unies, 1995, *Report on the World Summit for Social Development* (New York: United Nations), p.103.

¹⁷ Sachs, I., 1995, *A la recherche de nouvelles stratégies de développement - Enjeux du Sommet Social*, (Paris, MOST/UNESCO), p.23.

nombreuse à l'échelle mondiale. Ce scénario optimiste n'est toutefois pas garanti. Si les pays en voie de développement et les pays en voie d'industrialisation n'adoptent pas des politiques basées sur l'économie de marché ou si la tendance au renforcement de l'intégration internationale est stoppée par des pratiques de protectionnisme, les prochaines décennies pourraient bien être caractérisées par un tassement de la croissance et un accroissement des inégalités à l'échelle du globe »¹⁸.

- De l'autre côté, nous avons le constat - au sein même du système des Nations-Unies - de l'intensification de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion à l'échelle mondiale: « Rather than eliminating or attenuating differences and inequalities, the integration of national economies into a global system has on the contrary made those differences and inequalities more apparent and, in many ways, more unacceptable¹⁹ » ou encore « The incorporation of very numbers of people around the world into a global culture - holding out the promise of participation in an affluent consumer society and the exercise of greater individual freedom - occurs during a period when developments in the world economy in fact profoundly restrict the life chances of many... This contradictory process of simultaneous inclusion (in the realm of the imagination) and marginalization (in day-to-day material terms) must be highlighted when considering the grave social problems of our times »²⁰.

3. La croissance est bonne pour les pauvres et la libéralisation est bonne pour la croissance

A la fin des années 1990 s'est donc ouvert un intense débat afin de déterminer dans quelle mesure les pauvres bénéficient de la croissance dans le cadre de l'économie mondialisée. L'article emblématique de cette contre-offensive intellectuelle visant à réaffirmer le caractère central de la croissance dans les politiques de développement est l'article de Dollar and Kraay.²¹ Les auteurs vont ainsi fournir tous les éléments de justification nécessaires à la Banque mondiale pour continuer à pousser les PVD à mettre en oeuvre les politiques d'intégration.

A partir d'un panel de 80 pays et de données couvrant 4 décennies issus des travaux de Deininger et Squire²², Dollar and Kraay vont analyser la relation entre l'évolution du revenu du quintile le plus pauvre de la population et l'évolution du PIB par tête. L'analyse de l'impact de la croissance sur les pauvres nécessite en premier lieu de définir qui sont les pauvres. Dollar and Kraay utilisent une définition relative de la pauvreté qui a de nombreux avantages – dont en premier lieu celle de la facilité d'usage - mais qui pose le problème de ne pas fournir une ligne cohérente de démarcation entre les pauvres et les non pauvres. D'autres auteurs, comme nous le verrons par la suite, vont préférer utiliser une ligne de pauvreté absolue - c'est-à-dire 1 ou 2\$ par jour en parité de pouvoir d'achat - pour identifier les pauvres. Quoi qu'il en soit, les études convergent dans le sens des conclusions de Dollar and Kraay qui

¹⁸ Bruno, M., 1995, cité par M. Walton dans le communiqué de presse n°.B95/S98, Rapport sur le développement dans le monde 1995, Bureau Européen, Banque Mondiale, p.3.

¹⁹ Bureau International du Travail, 1994, *Defending values, promoting change - Social justice in a global economy: An ILO agenda*, (Genève, BIT), p.18.

²⁰ Ghai D. and C. Hewitt de Alcantara, 1994, "Globalization and social integration: Patterns and processes", *Occasional paper* n°2, World Summit for Social Development, (Genève: UNRISD).

²¹ Dollar D. and A. Kraay, 2000, « Growth is good for the poor », *Policy Research Working Paper*, no.2587 (Washington : World Bank).

²² Deininger K. et L. Squire, 1996, « A new data set measuring income inequality », *World Bank Economic Review*, vol.10, no.3.

mettent en évidence que la croissance est bonne pour les pauvres et que par conséquent les politiques de promotions de la croissance sont aussi bonnes pour les pauvres que pour l'ensemble de l'économie.

La nature de la relation entre croissance et pauvreté serait donc contraire à celle avancée par les mouvements critiques de la mondialisation qui remettent en cause la suprématie de l'objectif de croissance. Le principal résultat de l'analyse empirique de Dollar et Kraay est qu'en général la relation entre revenu des pauvres et croissance économique est de 1 à 1. En d'autres mots, il existerait bien une élasticité du revenu des pauvres par rapport à l'évolution du PNB par tête qui se traduirait par le fait que lorsque ce dernier progresse, par exemple, de 10% alors le revenu des pauvres augmente aussi de 10%. Par ailleurs, Dollar and Kraay montre que contrairement aux idées reçues, les pauvres ne sont pas plus touchés que le reste de la population lors des récessions économiques et que les retombées positives de la croissance sur l'évolution de la pauvreté n'ont pas diminué avec l'intensification de la mondialisation ces deux dernières décennies.²³

Ces résultats rejoignent ceux des travaux de Roemer et Gugerty ou de Gallup et ses collègues.²⁴ Utilisant une méthodologie très similaire, Roemer et Gugerty montrent que l'élasticité du revenu des 40% les plus pauvres par rapport à la croissance du PIB par tête est de 1 et que celle des 20% les plus pauvres est de 0,92. Sur les 39 intervalles considérés où la croissance du PIB a été supérieure à 2%, le revenu des pauvres a baissé dans seulement 6 cas.²⁵ Là encore, la relation entre croissance et pauvreté est très claire, ce qui constitue un argument de poids pour la mise en œuvre de politique favorable à la croissance pour résoudre le problème de la pauvreté.

S'ils reconnaissent que la croissance aura un impact d'autant plus grand que la distribution du revenu est plus égalitaire ou qu'elle repose sur une stratégie intensive en travail, ils insistent sur le fait qu'il faudrait une situation vraiment exceptionnelle et fortement improbable pour que les pauvres soient complètement privés des fruits de la croissance. Excepté ce cas très hypothétique de distribution du revenu, les pauvres bénéficient toujours au moins en partie de la croissance du PIB par tête puisque leur revenu augmente et cela même lorsque la distribution du revenu se détériore. Ils notent à ce sujet que la distribution du revenu tend à évoluer très lentement dans le temps et que, par ailleurs, rejoignant les conclusions de Ravallion et Chen ou encore Deininger et Squire, il n'existe pas de corrélation entre l'évolution du revenu par tête et l'évolution des inégalités.²⁶ Dès lors, la croissance a un potentiel important d'augmentation du revenu des pauvres et contraindre la croissance n'a pas de sens et ne peut jamais être une réponse au problème de la pauvreté.

Ravallion et Chen utilisent quant à eux une mesure absolue de la pauvreté – soit 1\$ par jour en parité de pouvoir d'achat - pour déterminer l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance. Ils trouvent que cette élasticité est généralement supérieure à 2, ce qui signifie qu'une croissance moyenne du PIB par tête de 1% se traduit par une

²³ Dollar and Kraay, 2000, op. cit., p.27.

²⁴ Roemer M. et M. Gugerty, 1997, « Does economic growth reduce poverty », *CAER II Discussion Paper*, no.5 ; J. Gallup et al., 1999, « Economic growth and the income of the poor », *CAER II Discussion Paper*, no.36.

²⁵ Roemer et Gugerty, 1997, op. cit., p.6.

²⁶ Ravallion M. et G. Chen, 1997, « What can new survey data tell us about recent changes in distribution and poverty », *World Bank Economic Review*, vol.11, no.2; Deininger, K. et L. Squire, 1996, "A new data set measuring income inequality", *The World Bank Economic Review*, vol.10, no.3.

baisse de la proportion de la population vivant dans la pauvreté d'environ 2%.²⁷ Cette relation empirique mise en lumière par leur travaux conforte l'idée que l'ampleur et la profondeur de la pauvreté dans les PVD tend à baisser avec la croissance. Ravallion va toutefois insister sur l'hétérogénéité qu'il existe suivant les pays en ce qui concerne les gains des pauvres par rapport à un taux de croissance donné. En effet, lorsque que l'on désagrège la moyenne, l'élasticité de la pauvreté par rapport à la croissance diffère très largement d'un pays à l'autre ; ainsi l'impact d'une croissance de 1% du revenu moyen des ménages s'échelonne entre une baisse modeste de 0,6% du taux de pauvreté et une chute impressionnante de 3,5% suivant les cas.²⁸

Ravallion insiste sur le fait que si les travaux empiriques n'ont pu montrer clairement de corrélation entre croissance et évolution des inégalités, ni entre réformes visant à promouvoir la croissance et inégalités, cela ne signifie pas que ceux ci n'ont pas d'impact sur la nature de la pauvreté et la composition des pauvres. Il reconnaît d'ailleurs qu'il y eut de nombreux cas d'augmentation des inégalités durant les phases de croissance et que dans les pays considérés dans son panel les inégalités ont augmenté dans près d'un cas sur deux. Il y a donc eu des perdants et des gagnants dans le processus de développement économique et l'ampleur de ces changements peut être masquée par une simple analyse des moyennes.²⁹

Ainsi, la distribution initiale du revenu – plus ou moins inégalitaire – et les politiques de promotion de la croissance – plus ou moins redistributives – vont jouer un rôle déterminant en ce qui concerne les retombées des fruits de la croissance pour les pauvres. Ravallion montre dans ce cadre que la taux médian de baisse de la proportion de la population vivant avec moins de 1\$ par jour était de 1,3% par an dans les pays qui avaient connu une hausse moyenne du revenu par tête et une augmentation des inégalités alors que cette baisse atteignait près de 10% parmi les pays qui avaient connu à la fois une croissance de leur revenu par tête et une réduction des inégalités.³⁰

Néanmoins, la principale conclusion qui ressort de cet ensemble d'études est que la croissance, en générale, bénéficie aux pauvres et, par conséquent, quiconque se soucierait du sort des pauvres devrait soutenir la mise en œuvre de politique de promotion de la croissance. C'est dans la suite logique de cette argumentation que ces auteurs vont défendre la deuxième relation fondamentale du nouveau dispositif de justification : la relation entre ouverture au commerce international et croissance.

Il existe une forte controverse dans les milieux académique sur la nature de cette relation et la Banque mondiale reconnaît elle-même qu'il est toujours difficile d'établir de manière très rigoureuse un lien entre ouverture et croissance.³¹ Toutefois, les partisans de l'intégration s'appuient sur un ensemble d'études empiriques et sur les résultats des régressions effectuées à partir d'analyse comparative. Sachs et Warner estime ainsi que les politiques commerciales libérales sont porteuses de croissance.³² Pour cela, ils ont développé un indicateur d'ouverture basé sur les taux d'imposition du

²⁷ Ravallion M. et G. Chen, 1997, op. cit.

²⁸ Ravallion, M., 2000, « Growth, inequality and Poverty : Looking beyond averages », *Development Research Group. Working Paper to the 2000 World Development Report* (Washington : World Bank), p.10.

²⁹ Ididem, p.11

³⁰ Ibidem, p.17

³¹ World Bank, 2002, *Globalisation, Growth and Poverty* (Washington : World Bank), p.37.

³² Sachs J. et A. Warner, 1995, « Economic reform and the process of global integration », *Brooking Papers on Economic Activity*, vol.96, no.1

capital productif, les barrières non douanières et le degré de distorsion du marché des changes. A partir d'un panel de 114 pays, ils ont trouvé que sur la période 1970-1989, les économies plus ouvertes avaient en moyenne un taux de croissance annuel près de 2,8% supérieur aux économies relativement plus fermées.

De son côté, Dollar avait montré lui aussi l'effet sur la croissance de la libéralisation du commerce international à partir de l'établissement d'un indice du niveau des prix ajusté par rapport à la dotation de facteurs.³³ Son idée était que des prix domestiques élevés pour les biens échangeables sur les marchés internationaux traduisent un niveau élevé de protection. Frankel et Romer ont eux-aussi montré l'existence d'un effet positif très significatif de l'ouverture au commerce internationale sur le revenu par tête en considérant cette fois-ci comme indicateur d'ouverture la part des exportations et des importations par rapport au PIB.³⁴

Dans un article récent qui servira de base à la Banque mondiale pour son rapport intitulé *Mondialisation, croissance et pauvreté : Construire une économie mondiale inclusive*, Dollar et Kraay montre à partir d'une étude empirique portant sur 100 pays que les changements dans le rythme de croissance sont fortement corrélés avec les changements dans le volume commercial.³⁵ Selon eux, il existe de nombreux éléments - issues aussi bien des études de cas individuels que des études comparatives - à l'appui de la thèse qu'une politique commerciale d'ouverture va de pair avec une croissance plus rapide et avec généralement une amélioration des conditions de vie des pauvres.

Pour arriver à ces conclusions, Dollar et Kraay ont séparé les PVD de leur panel en deux groupes : d'une part ceux qui se sont considérablement ouverts ces 20 dernières années et, d'autre part, ceux qui sont restés relativement fermés. Le premier groupe est composé du tiers supérieur de l'ensemble des PVD considérés en termes de croissance de la part du commerce dans le PIB à prix constants entre 1975-79 et 1995-97. Parmi les pays de ce groupe, on retrouve l'Inde, la Chine, le Bangladesh, la Malaisie, et la Thaïlande mais aussi le Vietnam, l'Ouganda, la Hongrie et des pays d'Amérique latine tel que le Brésil, l'Argentine et le Mexique. Selon la Banque mondiale, le groupe des pays plus mondialisés serait composé de près de 3 milliards de personnes contre 2 milliards de personnes dans le groupe des pays moins mondialisés composé notamment de la plupart des pays africains et de l'ex-URSS.

Le groupe des « pays les plus mondialisés » a connu en moyenne un doublement de la part du commerce dans le PIB (de 16% à 33% sur la période) et une forte réduction des taxes (de 57% à 35%) et cette évolution s'est accompagnée d'un taux de croissance moyen de 5% par tête dans les années 1990 et d'une réduction significative de la pauvreté d'environ 120 millions d'individus entre 1993 et 1998. Dans le même temps, l'autre groupe de PVD connaissait une baisse de la part du commerce dans leur PIB (de 60% à 49%), une réduction plus modeste de leurs taxes (de 31% à 21%), un taux de croissance par tête faible de 1,4% et une augmentation du nombre de pauvres. Compte tenu que de leur côté, les pays développés ont connu un taux de croissance par tête de 2,2%, on a donc assisté dans les années 1990 à un processus

³³ Dollar D., 1992, « Outward-oriented developing countries really do grow more rapidly : Evidence from 95 LDCs, 1976-1985 », *Economic Development and Cultural Change*, vol.40, no.3.

³⁴ Frankel, J. et D. Romer, 1999, « Does trade cause growth », *The American Economic Review*, vol.89, no.3..

³⁵ Dollar D. et A. Kraay, 2001, « Trade, Growth and Poverty », *Policy Research Working Paper*, no.2199 (Washington : World Bank).

dual par lequel une partie des PVD s'est engagée sur la voie du rattrapage progressif des pays développés alors que l'autre partie des PVD a vu l'écart qui les sépare des pays développés et de l'autre groupe de PVD s'accroître.³⁶

Tous les éléments pour montrer l'existence d'un enchaînement vertueux sont désormais en place ; ce que ne va manquer d'exploiter les promoteurs du projet d'intégration pour se défendre de la critique montante contre la mondialisation. Aussi bien la Banque mondiale que l'OMC avancent donc cette idée force issue de ces travaux empiriques que l'intégration est bonne non seulement pour la croissance mais aussi pour les pauvres du fait du rapport de 1 à 1 entre croissance du PIB par tête et croissance du revenu des pauvres. Les conclusions de Dollar et Kraay tout comme celle de la Banque mondiale soutiennent non seulement l'idée que les pays qui ont eu une politique commerciale d'ouverture ont connu une croissance supérieure mais aussi - et c'est essentiel en termes de justification - que cette croissance a permis une baisse de la pauvreté et des écarts entre ces pays et les pays développés. De la sorte, ils rejettent les critiques portant sur le caractère inégalitaire de la mondialisation aussi bien entre les pays (au détriment des pays pauvres) qu'au sein des pays (au détriment des populations pauvres).³⁷

4. Le nouveau dispositif de justification face à la dure réalité de la fragmentation spatiale et sociale à l'échelle mondiale

Les critiques sont nombreuses sur la réalité de cet enchaînement vertueux. Un premier problème concerne les mesures de la pauvreté utilisées – que cela soit à partir d'une définition relative ou d'une définition absolue de la pauvreté. En effet, celles-ci donnent le même poids à tous les pauvres alors que la population pauvre est très hétérogène. Par exemple, en Argentine le plus haut revenu parmi les 20% les plus pauvres de la population était de 90\$ par mois en PPA en 1998 alors que le revenu moyen parmi les 3% les plus pauvres de ce groupe était de moins de 7\$ PPA. C'est pour cela que Foster et Székely vont recalculer les élasticités revenus des pauvres par rapport à la croissance à partir de mesures donnant plus de poids aux revenus les plus bas.³⁸ Leur conclusion est que plus on donne d'importance aux plus pauvres moins l'élasticité est forte et donc moins sont grands les gains de la croissance pour eux. Le rapport de un à un postulé par Dollar et Kraay n'est pertinent que pour les individus qui se situent aux alentours de la distribution moyenne mais une fois que l'on sensibilise la mesure par rapport aux revenus les plus faibles alors l'élasticité devient plus faible. Au fur et à mesure que l'on donne du poids aux revenus les plus faibles, on constate une chute de l'élasticité qui n'est plus que de 0,33 dans le cas extrême.³⁹ Si cette étude ne remet pas en question l'idée que le revenu des pauvres s'améliore toujours avec la croissance, elle met l'accent sur le fait que les plus pauvres bénéficient proportionnellement bien moins que la moyenne de la population de cette croissance.

³⁶ World Bank, 2002, op. cit., p.2.

³⁷ Dollar and Kraay, 2001, op. cit, p.27.

³⁸ Foster, J. et M. Szekely, 2001, « Is economic growth good for the poor », paper presented at the UNU/WIDER Development Conference on Growth and Poverty, Helsinki, 25-26 May.

³⁹ Ibidem, p.17.

Une deuxième série de critiques porte sur les indicateurs utilisés pour mesurer le degré d'ouverture et les conclusions qui résultent de leur comparaison avec les performances en termes de croissance et de réduction de la pauvreté. Rodrik et Rodriguez ont attaqué très durement ces indicateurs en montrant qu'ils étaient des indicateurs peu convaincants car beaucoup trop sensibles aux variables politiques et institutionnelles. Ils seraient donc plus une mesure d'un bon environnement institutionnel et de bonnes politiques en générales que de la libéralisation commerciale à proprement parler.⁴⁰ Il y a en effet un large consensus pour dire que la stabilité économique et politique est bonne pour le revenu des pauvres tout comme une politique de promotion des exportations basée sur des activités intensives en travail ou encore les politiques visant à promouvoir les infrastructures, l'accès au crédit des pauvres et les secteurs de l'éducation et de la santé. Par contre, la question du type de politiques commerciales qui seraient favorables à la croissance reste encore très largement à explorer. Dès lors, Rodrik insiste sur le fait que la priorité devrait être donnée non pas aux politiques de libéralisation qui se sont souvent montrées déstabilisantes mais aux politiques qui renforcent la stabilité de l'environnement institutionnel et créent des conditions favorables à la croissance.⁴¹

L'analyse du « miracle asiatique » montre aussi que les stratégies de développement réussies ont reposé sur un processus d'intégration contrôlé combinant des politiques de promotion des exportations et de protection des industries domestiques dans un contexte d'innovation institutionnel très important.⁴² Or les règles actuelles de l'OMC interdisent toutes ces politiques menées avec succès par Taiwan et la Corée du Sud dans les années 1970. Rodrik et Rodriguez remettent d'ailleurs fortement en question l'idée selon laquelle il existerait une relation négative très significative entre le niveau de barrières commerciales et la croissance économique. Compte tenu de la faiblesse des preuves empiriques, il n'y aurait pas d'argument convaincant en faveur de la thèse sur les effets négatifs des barrières douanières sur la croissance. Pour conclure sur ce point, Rodrik insiste sur la nécessité de ré-encadrer la politique commerciale dans une stratégie intégrée et séquentielle de développement et de l'associer dans ce cadre à une politique industrielle visant une intégration bénéfique dans l'économie mondialisée.⁴³

Le troisième élément de critique de l'enchaînement vertueux libéralisation, croissance et réduction de la pauvreté porte sur l'hypothèse de relative stabilité des inégalités dans le temps sur laquelle s'appuient les travaux cités précédemment. Cornia montre que les travaux de Deininger et Squire qui ont servi de base aux autres travaux reposaient sur une méthodologie discutable du fait du manque de données pour suivre les trends par pays et de son manque de sensibilité aux renversements de trends. Mais surtout leurs séries de données s'arrêtent en 1991-92 et ne considèrent pas les changements rapides dans la distribution des revenus intervenus ces 10 dernières années. Leur panel exclut de toute manière la plupart des économies en transition qui ont connu un accroissement dramatique des inégalités depuis la chute du mur de Berlin. Cornia a montré à partir de ses travaux menés dans le cadre de WIDER que contrairement à ce qui est avancé dans la littérature dominante, les inégalités ont

⁴⁰ Rodriguez F. et D. Rodrik, 1999, « Trade Policy and Economic Growth : A skeptic's guide to the cross-national evidence », *National Bureau of Economic Research, Working Paper Series*, no.7081.

⁴¹ Rodrik, D., 1990, « How structural adjustment programs be designed », *World Development*, vol.18, no.7.

⁴² Rodrik, D., 2001, « Trading in illusions », *Foreign Policy*, March/April.

⁴³ Rodrik, D., 1999, « Social implications of a global economy », Paper presented at Colorado's College's 125th Anniversary Symposium on Cultures in the 21st Century : Conflicts and Convergences, February 6.

augmenté très significativement depuis le début des années 1980. Ainsi, à la fin des années 1990, 46 des 73 pays considérés avaient un coefficient de Gini supérieur à 0,35-0,40 – un niveau susceptible d'affecter la croissance et la réduction de la pauvreté – contre seulement 29 dans les années 1980.⁴⁴

A partir d'une vaste étude portant sur 73 pays comptant pour 80% de la population mondiale et 91% du PIB mondial en parité de pouvoir d'achat, Cornia a mis en évidence que sur la période comprise entre les années 1950 et la fin des années 1990, les inégalités ont augmenté dans 48 pays, elles sont restées constantes dans 16 pays et elles ont décliné dans seulement 9 pays.⁴⁵ Il insiste aussi sur le fait que dans la majeure partie des cas où les inégalités ont augmenté, celles-ci ont généralement décliné dans les années 1970 puis se sont aggravées dans les décennies 1980 et 1990. Milanovic montre lui aussi une augmentation forte des inégalités aussi bien au niveau de la distribution de la richesse mondiale qu'au sein des pays.⁴⁶ Selon lui, le coefficient de Gini mesurant la distribution du revenu mondial est passé de 0,63 à 0,66 ce qui correspond à un changement substantiel à partir d'un niveau déjà très élevé et sur une très courte période.

Enfin la dernière série de critiques pourraient se résumer ainsi : « la croissance est bonne pour les pauvres mais est ce que les politiques préconisées par les organisations de Bretton Woods sont bonnes pour la croissance ? ». En effet, les deux dernières décennies qui ont été marquées par un vaste processus de libéralisation dans les PVD à la suite de l'application des politiques d'ajustement structurels préconisés par le FMI et la Banque mondiale ont été très décevantes en termes de performances économiques. En 2000, près de 45 PVD et 20 économies en transition avaient un revenu par tête inférieur à son niveau de 10 ans voir même 25 ans auparavant.⁴⁷

La mondialisation dans les années 1980 et 1990 a été associée à des taux de croissance déclinant en comparaison de ceux enregistrés dans les décennies précédentes. Sur 89 pays, 77% ont vu leur taux de croissance du revenu par tête baisser d'au moins 5% entre la période 1960-1980 et la période 1980-2000 alors que seulement 13% des pays ont connu une croissance de la même ampleur sur la période. En Amérique Latine, le PIB par tête a augmenté de 75% entre 1960 et 1980 contre seulement 6% entre 1980 et 1998. Dans le cas de l'Afrique, la hausse a été de 35% dans la première période puis le PIB par tête a même chuté de 15%.⁴⁸ Entre 1980 et 1998, la croissance médiane du revenu par tête dans les PVD a été de 0,0% contre 2,5% dans la période 1960-1979.⁴⁹ Cette stagnation de la croissance a été un des résultats les plus problématiques du mouvement vers la large application du consensus de Washington. De plus, la situation des Pays les Moins Avancés s'est très nettement détériorée durant les 2 dernières décennies car leur PIB par tête ne représentaient plus que 23% de celui des PVD en moyenne en 1998 alors qu'il en représentait encore 30,5% en 1980.⁵⁰

⁴⁴ Cornia, G., 2001, *Trends in income distribution in the post WWII period: Evidence and interpretation*, paper presented at the UNU/WIDER conference on "Growth and Poverty", Helsinki, 25-26 May 2001, p.21.

⁴⁵ Cornia, G., 2001, op. cit.p.19.

⁴⁶ Milanovic, B., 2000, « True world income distribution : 1988 and 1993 », *Policy Research Working Paper* no.2244 (Washington : World Bank).

⁴⁷ UNDP, 2002, *Human Development Report 2002* (New York: UNDP), p. 190-193.

⁴⁸ Weisbrot, M, R. Naiman and J. Kim, 2001, "The Emperor has no growth", *CEPR Briefing Paper*, May 2001

⁴⁹ Easterly, W., 2001, "The lost decades: Developing countries' stagnation in spite of policy reform 1980-1998", *World Bank Discussion Paper*, February 2001.

⁵⁰ UNCTAD, 2002, *The Least Developed Countries Report 2002* (Geneva : United Nations).

La transition systémique à l'Est a aussi eu des effets dramatique en termes socio-économiques. Entre 1989 et 1993, le PIB réel a baissé de 15% dans les 5 pays d'Europe Centrale, de 30% dans les ex-républiques soviétiques et de 32% en Europe du Sud Est. En 1999, soit 10 ans après la chute du mur de Berlin, seuls les pays d'Europe Central avaient retrouvé et dépassé très modestement leur niveau pré-transition. Dans les pays de la CEI, le niveau de production était 55% au-dessous du niveau de 1989. L'emploi total dans les ex-pays communistes a dans le même temps chute de 15 à 20% tandis que le chômage et les emplois précaires ont pris une dimension considérable. En conséquence, le nombre de pauvres en Europe de l'Est est passé de 14 à 119 millions de personnes entre 1988 et 1994.⁵¹ La Russie a sûrement été le plus gros échec de cette période avec un déclin du PIB de près de 40% et une augmentation des pauvres de 2 à 60 millions en seulement quelques années.⁵²

Ces quelques chiffres appelle à une réévaluation critique de l'argument mis en avant par les organisations de Bretton Woods selon lequel les politiques de libéralisation sont les seules politiques rationnelle afin d'atteindre une croissance économique durable et réduire la pauvreté. A ce titre l'expérience de l'Afrique SubSaharienne (ASS) ces deux dernières décennies d'intensification de la mondialisation est frappante. La croissance annuelle moyenne du PIB par tête entre 1975-95 a été de -0,9% pour l'ASS et de -0,2% pour les PMA alors qu'elle était de 2,3% pour les PVD en général (croissance tirée par l'Asie du Sud Est + 7,3% et l'Asie du Sud Est + 4,4%).⁵³

En 1950, la part mondiale de l'ASS dans le produit mondial brut était de 2,3% et la part de sa population dans la population mondiale de 7%. Après 50 ans, sa part dans le produit mondial brut n'était plus que de 1,6% en 2000 alors que sa population avait augmenté relativement atteignant 11%.⁵⁴ On assiste aussi à une marginalisation de l'ASS dans la production de produits manufacturés mondiale et dans le commerce international. La part de l'Afrique dans la production manufacturée mondiale est passée de 0,6% en 1970 à 0,3% en 1995 alors que la part des PVD passait de 12 à 20%. La part de l'Afrique dans le commerce international ne cesse aussi de baisser et, entre 1993 et 1997, elle est passée de 2,4% à 1,9%.⁵⁵ Enfin, ASS n'attire vers elle qu'une part infime des investissements directs étrangers et encore concentrés dans quelques pays (principalement pétroliers ou miniers)

Comme on peut l'imaginer dès maintenant les résultats de l'ASS en termes de réduction de la pauvreté sont loin des promesses d'une mondialisation au profit de tous et contribuant à l'amélioration des conditions de vie des populations. En effet, le nombre de pauvres vivant avec moins de 1\$ par jour en ASS a augmenté de 217 millions à 291 millions en seulement 12 ans (c'est à dire entre 1987 et 1998). Plus grave encore, la part relative de ceux ci n'a pas baissé et c'est près de la moitié de la population du sous continent qui continue à vivre dans l'extrême pauvreté. Ainsi sur la

⁵¹ Ruminska Zimny E., *Human Poverty in Transition Economies: Regional Overview for HDR 1997* (New York: UNDP, 1997), UNDP Occasional Papers no. 28.

⁵² Weisbrot, M., D. Baker, R. Naiman and G. Neta, 2001, "Growth may be good for the poor – But are IMF and World Bank Policies good for growth?", *CEPR Briefing paper*, May 2001.

⁵³ UNCTAD, 2002, *The Least Developed Countries Report 2002* (Geneva : United Nations), p.19.

⁵⁴ chiffres cités par L. Emmerij, R. Jolly and T. Weiss, *Ahead of the curve ? UN ideas and global challenges* (Bloomington: Indiana University Press), p.179.

⁵⁵ UNCTAD, 2002, op. cit., p.106

période, la part de l'ASS dans le nombre total des pauvres dans le monde a augmenté sensiblement de 18,4% à 24,3%.⁵⁶

Entre 1995 et 1999 selon l'UNCTAD, 87% de la population des PMA africains vivaient avec moins de 2\$ PPA par jour et la population vivant dans l'extrême pauvreté avec moins de 1\$ par jour a augmenté de 56% entre 1965-69 à 65% entre 1995-99. Si on estime le revenu et la consommation moyenne en dollar courant, on s'aperçoit que ceux-ci sont respectivement 62 cents et 52 cents. Et pour les populations dans l'extrême pauvreté la consommation moyenne par tête s'élève à 30 cents.⁵⁷

Enfin l'espérance de vie en ASS en 1997 était seulement de 52 ans soit 13 ans de moins que la moyenne des PVD et 25 ans de moins – une génération entière – que la moyenne de l'OCDE.⁵⁸ La propagation du Sida qui touche très majoritairement les pays pauvres (95% des personnes contaminées) devrait accroître encore cet écart d'espérance de vie car on prévoit une perte de 17 années d'espérance de vie dans les 9 pays d'Afrique où le taux de prévalence du VIH est supérieur à 10% (AS, Kenya, Rwanda, Zambie, etc.).⁵⁹

Ce sombre constat de la montée des inégalités, de paupérisation et de performances économiques médiocres dans de très nombreux PVD met à mal le discours dominant sur les bienfaits de l'intégration. Face à ce paradoxe, le FMI, la Banque mondiale et l'OMC reconnaissent que la mondialisation est source de croissance et de réduction de la pauvreté mais pas par tout. Il y aurait ainsi des gagnants et des perdants. Mais cette évolution serait principalement le résultat des politiques des pays qui conserveraient un faible niveau d'intégration et ne mettraient pas en place les politiques de libéralisation appropriées pour saisir les énormes opportunités de croissance offertes par la mondialisation. D'où l'intérêt de classer les PVD en deux groupes comme nous l'avons vu auparavant : d'un côté les « PVD plus mondialisés » et de l'autre les « PVD moins mondialisés ».⁶⁰

Dans ce cadre, les pays marginalisés ne seraient donc pas victimes d'un processus de fragmentation sociale et spatiale inhérent à la logique de la mondialisation dérégulée mais de facteurs internes. Premièrement, le manque de volonté politique de libéralisation et d'intégration, la corruption, le manque de démocratie et de transparence, des institutions faibles, le manque d'infrastructures. Et deuxièmement, le problème des désavantages géographiques et climatiques qui pèsent sur leurs conditions d'intégration sur les marchés mondiaux. Ainsi la marginalisation d'une partie du monde serait soit la faute des pays eux-même, et il ne tient qu'à eux de suivre la « bonne » voie d'intégration, soit la faute à un malheureux « manque de chance » et il faut les aider à surmonter ces obstacles naturels.

Le problème de cette explication est que la plupart de ces pays, notamment en 'ASS, se sont engagés dans la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel depuis les années 1980. Cela s'est traduit par des changements considérables de leur système économique et en particulier un vaste processus de libéralisation des échanges et des mouvements de capitaux. Ils sont désormais très largement intégrés

⁵⁶ World Bank, 2000, *Attacking Poverty* (Washington/ World Bank), p.23

⁵⁷ UNCTAD, 2002, op. cit., p 52.

⁵⁸ World Bank, 2000, op. cit., p.20.

⁵⁹ PNUD, 1999 ; *Rapport mondial sur le développement humain* (Bruxelles : De Boeck Université), p.42

⁶⁰ World Bank, 2002, op. cit.

dans l'économie mondialisée et leur adhésion massive à l'OMC a matérialisé cette plus grande ouverture.

Plus généralement, le niveau moyen d'intégration des PMA est environ le même que la moyenne mondiale mais aussi du groupe qualifié par la banque mondiale des pays les « plus mondialisés ». Dans la période 1997-99, les exportations et importations de biens et services constituaient en moyenne 43% de leur PNB.⁶¹ Ce qui même supérieur à la moyenne des pays de l'OCDE. La part des exportations en fonction du PIB pour l'Afrique Subsaharienne était de 29% dans les années 1990 soit une part supérieur à celle de l'Amérique Latine.⁶²

Les PVD en général et les PMA en particulier ont donc fait un effort considérable pour ouvrir leur économie et s'adapter aux normes de la mondialisation. L'explication de la Banque mondiale portant sur leur manque d'intégration et de politiques d'ouverture apparaît dès lors bien trop simpliste. Le problème est que ces pays ont été très peu récompensés de leurs efforts. Ils ont du faire face à un processus de libéralisation asymétrique (non ouverture des marchés agricole au Nord) et au problème d'une mauvaise intégration marquée par leur dépendance vis à vis des exportations de produits primaires (manque de diversité, faible valeur ajoutée, forte fluctuation des cours et évolution défavorable des termes de l'échange). L'enjeu est à nouveau ici la capacité de maîtriser un processus d'intégration dont la détermination des séquences seraient déterminées par l'objectif d'amélioration des conditions de vie et de travail des populations et non par l'objectif de libéralisation *per se*. On peut à ce sujet exprimer un doute sur l'objectivité des critères de classification de la Banque mondiale et de Dollar et Kraay qui ont classé la Chine et son milliard et demi d'habitant dans le groupe des pays « le plus mondialisé » alors même qu'elle est l'exemple d'une stratégie ouverture contrôlée où l'Etat joue un rôle fondamental afin d'éviter les effets déstabilisants de ce processus. Leur choix n'est pas neutre car il fait basculer la tendance en termes de nombre de gagnants et perdants de la mondialisation.

En guise de conclusion

Comme nous venons de le voir, le nouveau dispositif de justification utilisé par le discours dominant est problématique car il repose sur la mise en avant d'un enchaînement vertueux dont les différents maillons sont fragiles. Aussi bien la relation entre croissance et pauvreté, que celle entre libéralisation et croissance sont sujets à controverse dans les milieux académiques. Beaucoup plus grave encore est le manque de cohérence interne du projet politique actuel de mondialisation bâti autour de l'objectif de croissance. En effet, si cette croissance et ses répercussions positives sur la pauvreté sont la base de la légitimité des politiques d'intégration, alors celles-ci doivent faire face à une double contradiction qui sape les bases de leur légitimité :

- D'une part, ces politiques sont incapables de relancer une croissance soutenue dans la plupart des PVD et, par conséquent, ces faibles performances économiques privent les pauvres des fruits d'une croissance qui pourrait être plus forte avec des politiques alternatives;
- D'autre part, ces politiques tendent à accroître les inégalités au sein des pays et donc à réduire les fruits de la croissance pour les pauvres.

⁶¹ UNCTAD, 2002, op. cit., p.101-102.

⁶² PNUD, 1999, op. cit., p.31

Le paradoxe est donc que l'idée force du nouveau dispositif de justification – c'est-à-dire « la croissance est bonne pour les pauvres » - tend à rejeter plutôt qu'à soutenir les politiques actuelles d'ajustement structurel et d'intégration. Un tel constat renforce les demandes sociales qui émergent de par le monde pour la définition de nouvelles politiques de développement dans lesquelles l'objectif d'intégration serait subordonné à celui de développement humain car comme l'écrivait Reginald green: "Le test ultime que doivent passer tous les programmes d'ajustement structurel et de stabilisation est celui de l'amélioration des conditions de vie des populations ... si un programme ne peut réussir ce test dans la réalité ou en projection, alors il est condamné et il a lui même besoin d'ajustement structurel ou d'être totalement redéfini".⁶³

⁶³ Green, R., 1990, "The human dimension as the test and a means of achieving Africa's recovery and development in Africa" in A. Adedeji, S. Rasheed and M. Morisson, eds, *The human dimension of Africa's persistent economic crisis* (London: Hans Zell), p.3.